



Mouvement politique des
objecteurs de croissance

www.objecteursdecroissance.be
info@objecteursdecroissance.be

Vous avez dit « décroissance » ?

Le 20 août 2010

Ci-dessous vous trouverez deux articles parus dans le journal La Libre, le premier, *Les arbres ne croissent pas jusqu'au ciel* de Jean-Baptiste Godinot en réaction au deuxième, *Et si on cassait la logique du « toujours plus »*, un entretien d'Ariane van Caloen avec Christian Arnsperger. La question posée est celle de l'utilisation du terme *décroissance* pour porter les idées des *valeurs sociales et morales qui se trouvent en dessous*, terme qui serait un *non-sens*. Dans le même registre, une autre critique du terme *décroissance* est son ambiguïté qui en ferait un motif de rejet par certains. Voici ce qu'en disent Denis Bayon et ses amis dans leur livre tout récent(1) :

Cette ambiguïté nous paraît au contraire féconde et témoigne de l'immense emprise de la « croissance » sur nos vies et nos sociétés, qui vivent sa présence comme une évidence. [...] Elle [la décroissance] n'est pas la réponse à tout, elle est un questionnement adressé à toute recherche d'alternative à la déliquescence contemporaine.

La décroissance n'est pas la fin de l'histoire, l'état actuel du débat est amené à évoluer - le mot « décroissance » disparaîtra peut-être une fois accompli son rôle de réarmement de l'activité critique. [...] La décroissance est en effet un slogan qui remet en cause bien des idées reçues. À contrario, son argument principal est bien celui de l'innovation : la décroissance n'est peut-être pas la solution à tout, mais elle ose bouleverser les clivages hérités, pour les mettre en question. Cela nous semble d'autant plus nécessaire que nous savons fort bien que la conservation de l'ordre existant ne nous mènera pas à des lendemains meilleurs.

FL

(1) Denis Bayon, Fabrice Flipo, François Schneider, *La décroissance - 10 questions pour comprendre et en débattre*, La Découverte, Paris, 2010.

Les arbres ne croissent pas jusqu'au ciel

Jean-Baptiste Godinot, porte-parole du Mouvement
politique des objecteurs de croissance
www.lalibre.be, le 7 août 2010

La décroissance de la consommation et de la production est une nécessité écologique, c'est aussi une opportunité sociale pour réduire les inégalités.

Le 26 juillet dernier, La Libre interviewait l'économiste Christian Arnsperger, dans une rubrique d'été intitulée *"les nouveaux visionnaires"*. *Et si on cassait la logique "du toujours plus" ?* Si le message était proposé d'entrée au lecteur qui était alors invité à se frotter aux idées qui parcourent le courant dit de "la décroissance" ?

Partage des richesses, sobriété heureuse, ralentissement, relocalisation de l'économie entre autres idées qui renvoient à des préoccupations plus que jamais modernes comme la modération, le bon usage et le goût des limites. Les tenants de l'écologie politique, que nous considérons être une écologie résolument antiproductiviste, solidaire et joyeuse, auront pourtant sans doute été étonnés de lire que selon l'économiste, "ce concept [la décroissance] devrait à présent être banni des débats publics", estimant qu' "il a servi pendant un certain temps comme expression choc et comme slogan, mais maintenant, il dessert la cause".

Le terme "décroissance" a été présenté par nombre de ses utilisateurs, en France notamment, comme un mot-obus destiné à pulvériser les certitudes qui forment le dogme de "la croissance", celui de la croissance économique mesurée par le PIB et fantasmée comme pouvant être infinie. C'est autour de ce mot qu'un courant de pensées et d'actions s'est identifié et a commencé à poser les bases conceptuelles de son émergence comme force sociale et politique nouvelle. C'est d'ailleurs à partir de ce mot que La Libre s'est visiblement tournée vers M. Arnsperger pour aborder ses travaux.

Faut-il "bannir" l'usage de ce terme, comme le propose M. Arnsperger, et lui préférer un slogan du genre "Prospérité sans croissance du PIB" tiré du rapport que Tim Jackson fit à la Commission du Développement durable du gouvernement britannique ? Certes, la prospérité sans la croissance permet de symboliser une société apaisée dans laquelle les aspirations collectives et de chacun devraient être rencontrées, une société libérée de la course au toujours plus et de la dévastation qu'elle implique.

La prospérité sans croissance reflète de manière heureuse la possibilité d'une autre façon de vivre ensemble sans que l'opulence matérielle soit nécessaire. Fort bien, mais comment fait-on pour passer de la société actuelle à une société prospère et sans croissance ? Comment passer d'un

système croissantiste au bord de l'effondrement à une civilisation équilibrée ?

Il va de soi qu'une phase de transition est nécessaire, car le changement ne s'opérera pas tout seul ni d'un coup de baguette magique. Si nous nous montrons incapables de choisir un chemin acceptable, que pour notre part nous souhaitons démocratique et solidaire, le risque est immense que nous nous engageons à nouveau et malgré nous dans les voies les plus sombres telles qu'en sont noircies les pages des livres d'histoire.

Ainsi les premiers effets de la crise de l'économie de croissance mondialisée, davantage visibles depuis l'écroulement financier de 2008, indiquent sans conteste que poursuivre dans l'ornière actuelle nous rapproche rapidement de tensions, conflits d'accès aux ressources, pénuries et inégalités explosives. La transition doit en outre être radicale puisqu'il s'agit par exemple de décarbonner complètement l'économie avant 2050, et de permettre à bientôt neuf milliards d'êtres humains de vivre dignement. Deux défis gigantesques, dont la croissance économique ne cesse de nous éloigner.

Un changement de direction, de paradigme, est nécessaire. Pour choisir un nouveau chemin, il faut pouvoir l'identifier, ce qui demande que nous soyons en mesure de le nommer. A-t-on jamais vu quelqu'un choisir quelque chose dont il ne connaît pas l'existence ? Une voie existe pour sortir de l'ornière : comme Tim Jackson lui-même le souligne sans en tirer l'ensemble des conséquences politiques pour des raisons qui sont sans doute liées au caractère très officiel de son rapport, ce chemin qui peut permettre de passer d'une société insoutenable à une société soutenable passe nécessairement par la décroissance de la production et de la consommation. Cela est physiquement inévitable. C'est là le cœur de l'enseignement de la bioéconomie et des formulations de Georgescu-Roegen qui est considéré comme l'un des "pères" de l'objection de croissance.

Notre mode de développement économique repose sur un recours croissant aux ressources naturelles minérales et fossiles. Or la planète contient un stock de ressources minérales limitées, que la puissance machinique de l'Homme consume pour alimenter la croissance à un rythme bien supérieur à leur renouvellement, générant du même coup une sur-pollution ingérable dont les gaz à effet de serre sont l'un des exemples les plus graves.

Le processus économique va nécessairement être prochainement confronté à une pénurie (de pétrole et de gaz notamment) et provoque une saturation de l'écosystème (l'effet de serre singulièrement). Il ne suffit donc pas d'arrêter la croissance comme pourrait le laisser croire le slogan figé et a-historique "prospérité sans croissance", il faut d'urgence réduire drastiquement les flux de matière et d'énergie consommés par le processus économique.

Le passage de la société du gaspillage à la société soutenable n'est pas possible sans une phase de réduction drastique des gaspillages. Différents termes sont disponibles pour décrire le sens que cette phase doit prendre, mais ils renvoient tous à la notion de diminution, de décroissance.

Il est crucial de nommer ce mouvement, qui est un retour à la raison et aux limites matérielles - tout autant que psychiques comme le souligne M. Arnsperger. En l'absence de mots qui témoignent de cette réalité et qui ne se laissent pas gommer par la routine intellectuelle croissantiste omniprésente, la répétition du même est inéluctable.

On peut ainsi constater avec désolation qu'après un constat brillamment dressé, les solutions avancées par Tim Jackson restent trop vagues et largement enfermées dans le cadre irréaliste du développement durable, qui après 30 ans de bons et loyaux services aux entreprises, aux Etats et aux belles âmes les plus polluants montre désormais sous un jour cru sa véritable identité d'oxymore toxique. La croissance économique infinie ne peut pas être verte, pas plus que le développement industriel ne peut être durable.

L'urgence est de mettre hors-jeu le dogme de la croissance, ce à quoi aident des mots qui ne se laissent pas facilement récupérer. Plutôt que banni, le terme "la décroissance" doit donc être précisé : il s'agit ici de décroissance de la production et de la consommation lorsqu'elles dépassent les seuils de soutenabilité. Le chemin esquissé par cette nécessité présente l'intérêt majeur d'être radicalement opposé au productivisme et à sa version capitaliste actuelle qui affichent de plus en plus clairement leur échec criant.

Ils recèlent à ce titre un potentiel libérateur et émancipateur extraordinaire dont il est urgent de se saisir : la décroissance de la consommation et de la production est une nécessité écologique, c'est aussi une opportunité sociale pour réduire les inégalités et se défaire de l'aliénation généralisée qu'organise l'économisme mondialisé d'aujourd'hui. "Tout doit être repensé" lançait au printemps le philosophe Edgar Morin. Le chemin une fois nommé, reste à rendre visible, attrayante et praticable une façon de vivre ensemble qui soit soutenable, juste et préférable à notre mode d'organisation actuel. C'est le projet émancipateur que les objecteurs de croissance cultivent sans relâche.

Et si on cassait la logique du « toujours plus »

Ariane van Caloen, www.lalibre.be, le 26 juillet 2010

Le professeur Christian Arnsperger défend l'idée d'une "prospérité sans croissance". Une idée assez neuve qui plaît surtout aux étudiants... Christian Arnsperger est maître de recherches au FRS-FNRS et professeur à l'Université catholique de Louvain (UCL).

En quoi la décroissance est-il un concept qui a du sens pour l'avenir ? Pourrait-il être appliqué dans les pays émergents ?

Personnellement, je trouve que ce concept devrait à présent être banni des débats publics. Il a servi pendant un certain temps comme expression choc et comme slogan, mais maintenant, il dessert la cause. Cessons de parler de décroissance. Parlons plutôt de "prospérité sans croissance du PIB" (Tim Jackson), d'"économie de sobriété heureuse" (Patrick Viveret) ou de "principe de plénitude" (Juliet Schor). Le problème n'est pas "la" croissance en elle-même, mais le type de croissance que nous impose la logique du système actuel. Chercher à découpler bien-être et croissance, prospérité et croissance, cela n'a rien à voir avec le fait qu'un pays soit émergent ou déjà riche. Il faut une certaine croissance du PIB (Produit intérieur brut) par habitant dans les pays les plus pauvres, mais dans nos contrées trop riches, il faut, avant tout, une croissance de la richesse relationnelle et humaine. La sobriété, c'est aussi de la croissance - mais pas dans les mêmes domaines que ceux que nous investissons depuis trois siècles ! On a besoin d'innovation et d'efficacité - mais pas pour gaver davantage les consommateurs et saturer davantage l'atmosphère.

Estimez-vous être le premier en Belgique à vraiment défendre cette idée ?

Non. Il existe aujourd'hui un Mouvement politique des objecteurs de croissance (mpOC.be), et les personnes qui y sont actives pratiquent souvent la sobriété heureuse et la logique de plénitude depuis longtemps. Mais dans les milieux de l'économie universitaire, c'est vrai, il y a peu de réceptivité et je pense être (avec une poignée d'autres, dont Isabelle Cassiers, Philippe Defeyt et Paul-Marie Boulanger) de ceux qui luttent, au jour le jour, pour que l'enseignement et la recherche en sciences économiques intègrent des enjeux comme les finalités de la croissance et les racines psychologiques du "toujours plus". Les étudiants, d'ailleurs, sont à l'écoute - infiniment plus que mes collègues ! Donc, il y a de l'espoir.

Avez-vous l'impression que ce genre de théorie ne pourrait pas être défendue par les économistes au sein des banques ? Cela ne va-t-il pas à l'encontre de l'investissement en Bourse ?

Des gens qui ont pignon sur rue, comme Bruno Colmant ou Etienne de Callatay, croient dur comme fer que les banques et la Bourse sont là pour donner des capitaux à des entreprises pour qu'elles créent des emplois et de la richesse. Evidemment, c'est faux : si richesse il y a, elle s'enfuit en majorité vers des acteurs (notamment les actionnaires) qui raisonnent à hypercourt terme. C'est sûr que, dans une économie sobre, les rendements boursiers seront moindres parce que l'impératif de croissance ne sera plus au centre. La logique classique des bulles spéculatives et du "toujours plus" n'aura plus de place. Il ne faut pas pour autant imaginer que les marchés de capitaux seraient rayés de la carte. Si on parvient à créer un secteur financier alternatif (comme celui que promeuvent, par exemple, le Réseau de financement alternatif ou le Crédal), on pourra avoir des acteurs financiers qui soient vraiment en phase avec les impératifs d'une prospérité sans croissance : des innovations qui économisent des ressources, des investissements immobiliers qui permettent de développer des écoquartiers et des écovillages, des financements pour des activités économiques qui respectent de nouveaux critères, etc.

Quels sont les avantages et les inconvénients de la décroissance ?

Je vous l'ai dit, le mot décroissance est un non-sens. Ce qui compte, ce sont les valeurs sociales et morales qui se trouvent en dessous, et que le mot saisit assez mal. Une société de "plénitude" ou de "sobriété heureuse" verra son stock de capital social croître de façon exponentielle - et elle ne sera une société vraiment heureuse que si personne n'est exclu des réseaux de solidarité. Ce qui compte, avant tout, c'est l'accès pour tout le monde à une vraie convivialité qui permette de se décentrer des préoccupations d'accumulation et de consommation. Il faut donc une action publique résolument favorable à la convivialité, et donc en rupture avec le consumérisme et le productivisme : plus de liens, moins de biens - plus de tiens, moins de miens Et donc, il faut changer fondamentalement les règles du jeu, partager le temps de travail au fur et à mesure que les innovations se développent, remplacer les incitants à la consommation et à la dépense par des incitants au ralentissement et à la sobriété. Il faut donc aussi des citoyens moins angoissés, moins obsédés par eux-mêmes et plus désireux de beauté simple, plus ouverts à l'abondance naturelle (mais sobre) qui, dans une société plus juste, plus lente et plus égalitaire, se trouvera juste sous leurs yeux.

Y a-t-il d'autres concepts économiques que vous trouvez intéressants ?

Je suis convaincu que la notion de relocalisation des activités économiques sera centrale à l'avenir. On ne va plus pouvoir poursuivre le commerce, les échanges et les transports à l'échelle où ils ont lieu maintenant. Il faut ancrer à nouveau nos vies dans le local : nourriture, transports "doux", mais aussi métiers situés à proximité et monnaies locales. Des économistes comme Bernard Lietaer sont, dans ce domaine, de véritables visionnaires. Du coup, un autre concept économique central est celui de transition économique : il est urgent de soutenir les communautés et les territoires qui vont dans le sens de la relocalisation. Et n'en profitons pas pour exporter davantage encore nos industries et nos pollutions dans les pays pauvres !